

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 24/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2

28 RUE DE ROUEN
67000 Strasbourg

Références : 0006700450/GC/AG
Code AIOT : 0006700450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2, implanté 70 Quai Jacoutot 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2
- 70 Quai Jacoutot 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société Européenne de Stockage exploite à Strasbourg, au Port aux Pétroles, un dépôt de liquides inflammables appelé "SES D2" relevant de la directive "Seveso" (seuil haut).

L'entreprise fait partie du groupe RUBIS TERMINAL.

Ces installations sont soumises aux prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 29 mai 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011, relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2020, codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter le dépôt "D2" de la Société Européen de Stockage (SES), quai Jacoutot à Strasbourg.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de

la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport de l'assureur	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	POI - contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	Sans objet
3	POI - exercice	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	Sans objet
4	Investigations post accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Rejet eaux - Surveillance	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 9.2.2	Sans objet
6	Rejet eaux - VLE	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 4.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Observations :

Il est attendu que l'exploitant transmette, dès disponibilité, les éléments justifiant du retrait effectif des condensateurs et de l'installation des détecteurs d'incendie dans les locaux électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport de l'assureur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thèmes : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : Les éléments des rapports de visites de risques, qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier rapport de l'assureur, datant du 03 mars 2016, a été présenté. Les préconisations de l'assureur concernent : la périodicité de contrôle des transformateurs HT (le dernier contrôle du 22 mai 2023 n'a pas révélé d'anomalie) ; l'absence de détection de gaz en cuvette 1 (le capteur installé depuis a été contrôlé le 11 avril 2024) ; la périodicité de contrôle des condensateurs (ceux-ci n'ayant plus d'utilité, l'exploitant a indiqué, par mail du 14 mai 2024, qu'ils seront déposés courant mai 2024) ; la détection automatique d'incendie dans les locaux techniques, dits "électriques" (installation prévue en 2024) ; les dispositifs d'extinction automatique d'incendie (un système de sprinklage, commandé par la centrale DCI, a été installé) ; et l'insuffisance de surveillance du site (surveillance complète désormais permanente en salle de

supervision).

Il est attendu que l'exploitant transmette, à l'inspection, les éléments justifiant du retrait des condensateurs et de l'installation des dispositifs de détection automatique d'incendie dans les locaux "électriques".

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : POI - contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V

Thèmes : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

« L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. »

Annexe V

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR, POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

(...)

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour, postérieures au 1^{er} janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le

nettoyage de l'environnement après un accident majeur, comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
Constats : Le POI a fait l'objet d'une mise à jour en 2023. Il a été présenté à l'inspection. L'inspection a vérifié, point par point, la présence des données et informations prévues par la prescription. Les éléments constitutifs du POI n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : POI - exercice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V
Thèmes : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : « L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. » Annexe V DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR, POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 (...) c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; (...)
Constats : Lors de la visite, à la demande de l'inspection, le scénario "feu de nappe à l'appontement" a été simulé. L'opérateur présent en salle de contrôle a procédé aux étapes telles que décrites dans la fiche du scénario. A l'appontement, le canon à eau destiné à la protection des installations a été mis en service. Il a été constaté que des rafales importantes de vent (de l'ordre de 50 km/h le jour de la visite) dévient le jet et réduisent l'efficacité du dispositif : le jet n'atteint alors plus l'extrémité opposée de l'appontement. A la suite de la visite, des modifications ont été apportées au canon afin d'améliorer ses performances et de nouveaux tests ont été réalisés. L'exploitant en a rendu compte à l'inspection, le 03 mai 2024.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Investigations post accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thèmes : Risques accidentels, Post-accident
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements, selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. (...)

- dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

« L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. »

Annexe V (extrait)

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ».

Constats :

Une convention commune à l'ensemble des établissements du groupe a été signée, avec un prestataire extérieur, en avril 2023.

Une proposition commerciale (avenant à la convention), acceptée par l'exploitant le 19 février 2024, a été présentée à l'inspection.

Le contrat prévoit une disponibilité 24h/24h et une intervention, par un technicien du prestataire, dans les 4 heures.

L'exploitant a également présenté les éléments relatifs aux substances recherchées, aux moyens de prélèvement et aux entreprises extérieures susceptibles d'intervenir pour effectuer une dépollution après accident.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Rejet eaux - Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 9.2.2

Thèmes : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les rejets au bassin Auberger sont contrôlés semestriellement, suivant les paramètres de l'article 4.2.2.

Constats :

Les résultats des mesures, réalisées le 04 avril 2023 et le 17 octobre 2023, ont été présentés à l'inspection.
La fréquence d'auto-surveillance est respectée.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Rejet eaux - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 4.2.2

Thèmes : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les eaux sont rejetées au Rhin.

Les rejets des effluents liquides dans le milieu récepteur respectent a minima les valeurs limites définies dans le tableau ci-dessous :

Paramètre	Code SANDRE	Valeur maximale ou intervalle de valeurs
pH	1302	Entre 5,5 et 8,5
Température	1301	30 °C
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	300 mg/l
Demande biochimique en oxygène sur 5 jours (DBO5)	1313	100 mg/l
Matières en suspension (MES)	1305	100 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

Constats :

Tous les paramètres prescrits sont analysés.
Les résultats des mesures réalisées en 2023 montrent que les valeurs limites sont respectées.
Les mesures n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suites